

## Francophonies d'Amérique



*Language, Culture and Values at the Dawn of the 21st Century*  
*/ Langues, cultures et valeurs au Canada à l'aube du XXI<sup>e</sup>*  
*siècle* d'André Lapierre, Patricia Smart et Pierre Savard (dir.)  
(Ottawa, ICCS / CIEC et Carleton University Press, 1996, 358 p.)

Joseph Melançon

Numéro 7, 1997

Le(s) discours féminin(s) de la francophonie nord-américaine

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004769ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004769ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Melançon, J. (1997). Compte rendu de [*Language, Culture and Values at the Dawn of the 21st Century / Langues, cultures et valeurs au Canada à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle* d'André Lapierre, Patricia Smart et Pierre Savard (dir.) (Ottawa, ICCS / CIEC et Carleton University Press, 1996, 358 p.)]. *Francophonies d'Amérique*, (7), 237–241. <https://doi.org/10.7202/1004769ar>

Copyright © Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LANGUAGE, CULTURE AND VALUES IN CANADA  
AT THE DAWN OF THE 21st CENTURY /  
LANGUES, CULTURES ET VALEURS  
AU CANADA À L'AUBE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

d'ANDRÉ LAPIERRE, PATRICIA SMART et PIERRE SAVARD (dir.)  
(Ottawa, ICCS / CIEC et Carleton University Press, 1996, 358 p.)

Joseph Melançon  
Université Laval (Québec)

Le Conseil international d'études canadiennes (CIEC) a confié à un comité scientifique, en 1994, le mandat d'organiser un colloque international. Les trois membres de ce comité, qui sont devenus les auteurs du collectif actuel, ont choisi comme thématique « les langues, les cultures et les valeurs au Canada ». Il s'agit bien des « enjeux majeurs auxquels doit faire face la société canadienne à l'aube du nouveau millénaire », comme le précisent les responsables du colloque dans leur présentation (p. 9). Le danger était grand, toutefois, de glisser sur cette thématique générale comme sur une toile cirée : la parcourir de long en large sans percer la surface. Leslie Armour, qui présente une synthèse de cette rencontre, remarque pertinemment : « *The participants painted a complicated and uncertain future with a lot of social change and a good deal of continuing conflict for us* » (p. 15). On pouvait s'y attendre.

En effet, comment parler à la fois de la langue, de la culture et des valeurs dans nos sociétés actuelles, qui ont toutes été transformées par les émigrations, les déplacements et les communications, sans prendre en compte les changements et les conflits qu'elles ont entraînés depuis la dernière guerre mondiale ? Tout, depuis, est devenu mondial, pour ne pas dire global. C'est pourquoi, sans doute, ces termes sont devenus pluriels. Il est bien question dans cet ouvrage des langues, des cultures et des valeurs, du moins dans la version française. On ne semble pas, en anglais, prêter attention à cette multiplicité. Le singulier domine partout, comme si « *language and culture* » se déclinaient dans une seule langue et une seule culture.

La difficulté la plus grande, au demeurant, n'est point celle-là. Elle est plutôt d'ordre conceptuel. On trouve difficilement, même de nos jours, une définition satisfaisante des trois termes de la thématique. Qu'est-ce que la langue depuis Saussure, Guillaume, Benveniste, Hjelmslev, Chomsky ou Searle ? Qu'est-ce que la culture après Max Weber, Lévi-Strauss et Lotman ? Qu'est-ce que la valeur à la suite des travaux de Lavelle, de Dumézil, de

Greimas, de Deleuze, de Polin ou d'Ivanov? À défaut de définitions reconnues, qui ne semblent pas prêtes d'être acquises, il reste des postulats partagés pour faire office de lieux communs. Ceux-ci peuvent suffire à un dialogue fructueux. Car on peut et on doit parler de la langue, de la culture et des valeurs si on veut « faire avancer la connaissance que nous avons de la société canadienne » (p. 12), comme le précise le président du CIEC. Ce sont des termes de référence qui produisent, à notre insu, des effets identitaires. Ils ne sont pas les seuls, mais ils sont les plus évidents, de cette évidence qui a toujours l'effet pervers d'aveugler. C'est bien pourquoi chaque chapitre est une entreprise d'élucidation remarquable, malgré quelques écarts. L'ensemble constitue un état des lieux impressionnant par la multiplicité des problématiques, dont je ne pourrai présenter que la ligne d'horizon, qui est ici celle de l'« aube du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Le premier chapitre traite des rapports entre la langue et l'identité nationale. Stéphane Dion dira, d'entrée de jeu, que « l'insécurité linguistique des francophones du Québec » (p. 53) est la principale cause de l'appui à l'indépendance. C'était avant le référendum. Son analyse se fonde sur la logique de la survivance. L'insécurité engendre la peur et la peur engendre le repli. Dans le cas du Québec, l'insécurité linguistique engendre la peur du pays existant. Il suffit alors de développer une confiance en soi pour que la sécession devienne une option désirable. La langue y joue un rôle si déterminant, à ses yeux, qu'il ose écrire : « Les anglophones et les francophones ont beau se ressembler de plus en plus, le débat linguistique crée entre eux une opposition d'intérêts et un fort clivage identitaire » (p. 57). Ses arguments démolinguistiques prennent appui sur des études et des tableaux très opportuns. Ils méritent attention et réflexion. Stéphane Dion relève, toutefois, divers signes, dont l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec, qui manifestent certaines réticences des leaders indépendantistes à exploiter l'inquiétude linguistique des Québécois. La raison la plus plausible de ces hésitations lui semble « l'antinomie entre les sentiments de peur et de confiance » (p. 65). Il annonce, à cette occasion, un ouvrage à paraître. Mais, depuis, il est devenu ministre.

Ces rapports entre la langue et l'identité nationale ne sont guère abordés par Jean A. Laponce, dans ce même chapitre. Son analyse des recensements est intéressante, mais je m'étonne encore qu'il ait pu écrire que la société québécoise se soit convertie au capitalisme dans les années 60 (p. 78). Il en est de même de l'éclairage européen que tente d'apporter Hans-Josef Niederehe. Son historique et sa mise en perspective sont trop rapides et trop superficiels pour éclairer la question linguistique nationale. Plus pertinente m'apparaît la thèse de Robert M. Gill, qui suit. Historiquement, soutient-il, les politiques canadiennes et québécoises ont postulé, depuis 1960, que « *language policy serves to shape society as well as to reflect social realities* » (p. 109). Toutefois, au Québec, un certain nationalisme linguistique, propre à une « *old elite* », se voit, de nos jours, en compétition d'influence avec une nouvelle « *business*

*elite*». Gill voit venir une division au sein même de la société francophone québécoise. À long terme, croit-il, « *it is possible that in the future French-speaking Québec could be split on language issues* » (p. 109). Il en résulterait une nouvelle difficulté d'identification nationale.

Le deuxième chapitre est consacré aux rapports entre la citoyenneté et la culture. Cette dernière, aux yeux de l'animateur, Jean-Michel Lacroix, a tendance à se lier à l'ethnicité depuis l'émergence du concept de « communautés culturelles » (p. 17). On est alors sur le versant d'une culture folklorique. Pourtant, le discours des trois participants qui en débattent maintient le cap sur la culture nationale. Le concept qui les rallie et qui prend la forme d'un nouveau postulat est celui de l'« hétérogène ». « *During the 80s, dira Sherry Simon, à la suite de Nepveu et de L'Hérault, the concept of l'hétérogène takes root and flourishes in the Québec cultural field* » (p. 128). Sur le terrain de la citoyenneté, rarement évoquée et nullement définie, l'hétérogénéité donne lieu à une « *translational identity* » (p. 127) que semble commander toute citoyenneté, dans une pluralité de cultures. Pour Pierre Anctil, toutefois, l'hétérogénéité est plutôt interculturelle. La nuance est peut-être subtile, mais elle n'est pas vaine. Une analyse pénétrante des politiques d'immigration du Québec lui permet d'affirmer que « *Montréal s'est transformée [...] en une ville de forte mouvance interculturelle sinon transculturelle* » (p. 152). La rencontre des cultures est sans doute une étape dans l'émergence d'une nouvelle citoyenneté qui les transcende. C'est du moins ce que j'en ai compris. On n'est peut-être pas loin de l'utopie, mais on est sûrement fort éloigné du « multiculturalisme », inventé utopiquement par Pierre Elliott Trudeau. Colin H. Williams, à la fin de ce chapitre, remarque que « *the operation of Multiculturalism Act of 1988 is persistently criticized for not following through by concrete guarantees for implementation* » (p. 180). Comme le démontre très bien Williams, nous demeurons menacés par l'atomisation et la polarisation.

Le chapitre suivant nous entraîne vers la mondialisation. L'atomisation risque d'y acquérir une dimension vertigineuse. Francis Delpérée, qui s'inspire tout autant de l'expérience belge que de celle des Canadiens, parle d'une citoyenneté pluridimensionnelle, « qui résulte de l'appartenance des individus, voire des groupes, à plusieurs sociétés politiques » (p. 221). Celles-ci ne sont plus que des communautés d'appartenance. La mondialisation n'est pas alors une insertion dans le monde, mais bien dans des communautés locales, provinciales, nationales ou internationales qui existent dans le monde. Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle, selon Delpérée, est d'éviter la « disparition des États-Nations », au profit des « Individus-Nations » (p. 221). Dénonçant les idées fausses et proposant des idées neuves, il provoque, de façon concise et incisive, des réflexions salutaires. La mondialisation, avec la télévision, remet en question l'identité nationale. À cet égard, l'analyse de l'expérience canadienne que présente Florian Sauvageau est fort éclairante. Le retrait progressif de la télévision publique s'accompagne d'une invasion américaine contre laquelle tentent de lutter lois et règlements, tout autant en Europe

qu'au Canada. Avec une pointe d'humour, Sauvageau écrit : « Le monde se "canadianise", c'est-à-dire qu'il apprend à composer avec la culture américaine » (p. 192). Surtout si notre économie, tout aussi bien que celle des autres nations, devient a « *Global Casino* » (p. 201), comme le prétend Duncan Cameron.

Les valeurs sont explicitement abordées dans le quatrième chapitre. C'est le sujet le plus redoutable, car les valeurs sont encore moins bien définies épistémologiquement que les langues et les cultures. Pour Patricia Armstrong, elles sont, à juste titre, des « *consensus on collective responsibility and shared risk* » (p. 251). Si ces consensus portent sur les droits et les responsabilités individuelles, pour des motifs économiques avérés, les valeurs connaîtront des mutations profondes. En passant en revue les divers programmes sur les droits collectifs des citoyens ou des travailleurs, Armstrong montre l'étendue des moyens déployés, au Canada, pour assurer la sécurité et la protection des droits de tous les citoyens. Pourtant, les charges sont telles que ces valeurs sont remises en cause. Pouvons-nous espérer qu'elles survivront à la crise de la dette, comme semble toujours l'affirmer le discours politique ? C'est la question la plus angoissante qui puisse se poser à la société canadienne depuis la charte des droits de la personne, insérée dans la constitution, qui porte, faut-il le rappeler, sur des droits individuels uniquement.

Dans ce cadre juridique, le multiculturalisme ne peut se vivre que sous sa forme éthique. Seuls la tolérance et le respect individuel de l'autre peuvent permettre la coexistence des valeurs identitaires les plus éloignées, comme le montre Jeremy Webber. Le chapitre se termine avec l'exposé bien documenté de Valeria Gennaro Lerda sur le régionalisme. La fin de ce siècle pose le défi redoutable de concilier la mondialisation des ressources et des intérêts avec l'émergence des valeurs régionales. Ce défi est commun à tous les pays. À l'intérieur de notre fédéralisme asymétrique, Webber nous lance un défi singulier : « *Does Canada on the threshold of the 21st century offer suggestions and solutions not experienced before and perhaps usable in other parts of the world ?* » (p. 289). On croit rêver. L'expérience canadienne, que retrace Ged Martin, comporte tout de même une certaine ambiguïté. Nous avons une foi naïve en l'efficacité de la démocratie et nous faisons peu confiance à la société libérale. C'est sans doute vrai de toutes les sociétés occidentales, mais « *it is particularly true of Canada, where national identity has always been a symphony played in a minor key* » (p. 312).

Le dernier chapitre aborde la question épineuse des « premières nations ». Ce sera le défi majeur du XXI<sup>e</sup> siècle canadien et québécois que de reconnaître et de respecter leur « *otherness* » culturelle, comme le signale Cornelius H. W. Remie, animateur de la séance. Mais l'occasion est donnée de débattre du concept même de nation, qui sous-tend toute la problématique de ce colloque. Pour Lilianne E. Krosenbrink-Gelissen, la nation est le plus souvent associée à l'État dans la tradition européenne. Il n'empêche qu'elle est également associée à la communauté, comme il est arrivé pour les « premières

nations ». Ce qu'il faut retenir, c'est que la notion de nation est toujours relationnelle et qu'elle est une construction : « *All nations are cultural constructions. It is a matter of inclusion and exclusion of persons...* » (p. 335). C'est bien ce qu'atteste déjà l'*Indian Act* de 1876 qui exclut les femmes autochtones des « premières nations » quand elles épousent un homme non aborigène. L'idéologie mâle construit le concept et la nation répond à une stratégie que décrit fort bien Tam G. Svensson : « *The strategic importance of this conceptualization derives its strength partly from "the nation", indicating a notion of equality, and in part from the word first, offering historical superiority at least symbolically* » (p. 355). Georges E. Sioui rappellera opportunément cette histoire qui a maintenu les Amérindiens dans les marges de la société canadienne, culturellement aussi bien que politiquement. Dans une sorte d'acte de foi en l'avenir de sa nation Wendat, il soutient que les premières nations ont « *a very definite sense of duty to resist being assimilated to the nation-states which have been constituted by Europeans and other immigrants on their soil* » (p. 325). L'aube du XXI<sup>e</sup> siècle devrait réussir à les rendre visibles.

Voilà un collectif qui remue bien des lieux communs, stimule la réflexion et ouvre des voies de recherche sur les rapports entre les langues, les cultures et les valeurs. Mais, au centre et au cœur de cette thématique, il y a l'inévitable question de l'identité nationale qui semble tout aussi problématique que le concept même de nation. Le problème est loin d'être particulier au Canada et les responsables soulignent, en avant-propos, le caractère international de ce forum dont les intervenants « provenaient pour moitié du Canada et pour moitié de l'étranger » (p. 9). On aurait aimé que leur lieu de provenance et leur spécialité soient mentionnés afin de savoir d'où ils parlent. Ce n'est pas anodin quand il est question, comme ici, de l'identité linguistique, culturelle et axiologique.